Quinzième Année.— N° 2571 Un numéro : 10 Centimes. Samedi 17 Juin 1871

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois. . . . . 10 f.
Six mois. 19
Un an. 37

L'abonnement continue, sauf Avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : J. REBOUX

Le Nord de la France :
Trois mois. . . . . 11 f.
Six mois. 22
Un an. 44

ANNONCES : 15 centimes la ligne.
RÉCLAMES : 25 centimes
— On traite à forfait. —

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Beghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'*Office de Publicité*, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 16 JUIN 1871.

BULLETIN QUOTIDIEN

Nous avons dit un mot, hier, des manifestes de la gauche. Les journaux indépendants blament généralement ces pièces où réapparaît, à la République tudésque, suprême, absolue avec les antithèses stéréotypées, les lieux communs, le verbiage vide et mélodramatique dont les épreuves actuelles devraient nous avoir guéris. C'est la *France* qui s'exprime ainsi et l'on se souvient que cette feuille, au lendemain de la Révolution du 4 septembre, a fait acte d'adhésion à la République.

Tous les écrivains de bon sens relèvent aussi la monstrueuse bévue commise par les membres de la gauche quand ils disent : *Il y a trois monarchies rivales, il n'y a qu'une république.* En admettant la vérité de ce compte, fait judicieusement observer l'un deux, on pourrait répondre qu'entre trois choses plus ou moins bonnes et une radicalement mauvaise, les électeurs n'ont qu'à choisir dans les trois.

Mais le compte lui-même est fantastique. Car il y a plus d'une république. Est-ce que, par exemple, la république de M. Thiers, sous le nom duquel les députés placent habilement leur manifeste, est la même que la république de M. Quinet, qui répudie hautement M. Thiers ? Et celle de M. Quinet ou de M. Louis Blanc, est-ce la même que celle de M. Jules Favre ? Et celle de M. Jules Favre est-ce la même que celle de M. Tolain, membre de l'*Internationale*, que M. Jules Favre vient de dénoncer aux justes sévérités des puissances ? Enfin, et surtout, la république de tous ces messieurs, est-ce la même que celle de leurs anciens collègues qu'il s'agit aujourd'hui de remplacer et qui sont morts ou se sont démis en proclamant que la Commune était la dernière forme de la république ?

Ce dernier point est sans doute important à éclaircir. Or, on remarque, — et nous ne sommes point les seuls à faire cette observation, — que ni M. Quinet seul, ni M. Quinet signant avec d'autres la proclamation dont nous parlons, n'ont nulle part exprimé leur réprobation de ce qui s'est fait à Paris par les mains de plusieurs d'entre eux. Or, quand on rapproche ce silence du langage de M. Hugo, un des leurs encore qui a publiquement manifesté sa sympathie pour les communeux, cela donne à penser. Et nous comptons que les électeurs sauront en effet y réfléchir.

L'*Univers*, qui paraît encadré de fleurs, consacre cet article à

La vingt cinquième année de Pie IX

Il est arrivé, nous le voyons, ce jour unique entre les siècles chrétiens. Pie IX accomplit aujourd'hui les années romaines de Pierre. La Providence qui nous l'a marqué de tant de traits augustes et profonds, nous donne encore ce signe incomparable. Sans doute, ce n'est pas un miracle ; mais enfin cela ne s'était point vu, et une tradition des siècles disait qu'on ne le verrait pas : *Non videbis annos Petri*. Pie IX les a vues. Dieu a brisé en sa faveur cet oracle qui avait presque pris le rang d'un article de foi. Il a voulu l'entourer de rayons extraordinaires, le placer dans une lumière faite exprès pour lui. On se rappelle les éclairs du Jourdain et du Thabor, les tonnerres du temple : « Celui-ci est mon bien aimé ; écoutez-le ! »

Voilà déjà longtemps que l'amour des fidèles, pressentant le dessein de Dieu, prenait le contre-pied de la tradition et prophétisait que Pie IX achèverait sa vingt-cinquième année. On l'annonçait tout haut dans Rome, il y a un an, à pareil jour. On disait que l'infaillibilité serait proclamée, et que Dieu donnerait au Pape de l'infaillibilité les années de Pierre, comme pour écrire lisiblement, aux yeux de tous, son *Placet* sur le décret de l'infaillibilité : *Visum est Spiritui Sancto, et nobis*.

Quelle année ! et il semblait qu'elle dût être si tranquillement franchie ! Quelle année pour la France, pour l'Europe, pour l'Église, pour tout le genre humain ! Elle s'ouvre par la définition de l'infaillibilité, et le Pape la voulait donner au Concile, qui, affermissant, développant et éclairant la doctrine, devait procurer la réforme des mœurs, le rétablissement de l'autorité, la pacification du monde. Mais la pauvreté intellectuelle des princes et des peuples séparés de Dieu, la décadence orgueilleuse de la France incrédule, l'ambition inhumaine et sauvage de la Prusse hérétique, en ont autrement décidé.

L'année a été remplie de cette guerre, qui est notre honte particulière et la honte générale de la civilisation. La France est découronnée du laurier militaire ; la civilisation, deux fois impuissante, a vu s'élever contre elle deux maîtres, deux brigandages, qui désormais ne la laisseront respirer qu'autant qu'ils voudront. L'un et l'autre ont pris sa capitale : le premier l'a fouettée et rançonnée, le second l'a rançonnée, fouettée et brûlée.

L'humanité se souviendra de la vingt-cinquième année de Pie IX, commencée par la proclamation de l'infaillibilité du Vicaire de Jésus-Christ, qui parut le scandale de la raison humaine ; terminée par l'incendie de Paris, qui montra ce que la raison humaine livrée à elle-même peut faire pour procurer la concorde des esprits et des cœurs et assurer la gloire, le bonheur et la durée des nations,

Et Dieu trouvé fidèle en toutes ses menaces !

Mais ce même Dieu a néanmoins laissé parmi nous son prêtre, son ange, l'interprète sacré de sa loi, l'intercesseur sacré entre lui et le monde. Il l'a laissé revêtu d'une splendeur rajeunie, second Pierre et second Moïse, au seuil d'un monde nouveau ; et parce qu'il l'a laissé, il sera trouvé fidèle en toutes ses promesses et en toutes ses menaces. [illegible]

Ce qui restera des prodigieux événements de la vingt-cinquième année du Pape de l'infaillibilité, ce ne sera pas le triomphe sauvage de l'orgueil allemand, ni le délire sauvage de la Commune parisienne, ce sera l'infaillibilité, c'est-à-dire l'instrument de la reconstruction du monde. Quand ces deux barbaries, se heurtant ou s'unissant, auront accompli la dissolution totale à laquelle toute civilisation impie est réservée, — et ce ne sera pas long, — alors sera mûr le fruit que Pie IX a cultivé avec tant de vigilance, de fatigues et de larmes, et dans une attente si sûre et si lumineuse des besoins de la famille humaine. Un nouveau peuple sera prêt pour remplacer les débris corrompus que balayera un dernier orage, et le pasteur prendra possession du bercail purifié et agrandi.

Lorsque le premier Pierre accomplit sa vingt-cinquième année, il était crucifié la tête en bas. Dans toute cette immense Rome que Dieu lui avait donnée, rien, selon le jugement du monde, n'était à lui, pas même la parcelle de terre que touchait sa tête, pas même le bois de sa croix. Le propriétaire de Rome était Néron, époux de Poppée ; et Néron et Poppée étaient les propriétaires et les dieux du monde. A son tour, le second Pierre ne possède plus rien dans Rome, et son Vatican même, son calvaire n'est plus à lui. Il n'a pas voulu fuir, il est prisonnier, et ses geôliers infimes et honteux, rabaissés de la taille humaine, lui rabaissent l'injure et ne sont que des drôles qui rêvent de se hausser à la stature des scélérats. Dieu appesantissant l'épreuve en même temps qu'il élève la gloire, permet que son supplice soit à l'inverse de sa majesté. Il laisse là ce ménage subalpin, cet Humbert et cette Marguerite, ces avortons royaux, pour nous montrer en quelles mains roulera ce qui veut déchoir des mains du Christ. C'est ce couple ignominieux qui persécute le grand vieillard, le fils de la colombe, le père du monde chrétien, le vicaire du Christ ! Mais qu'importe ! *Non prævalebunt !* Il s'élève une race qui voit cet opporobre, qui en a horreur et qui le secouera.

Mais détournons nos regards du Subalpin, de la Marguerite et de leur cour, absolument digne de les entourer. Après tout, cette pompe d'insolence et de fange, les pieds dans les épines et le cœur dans d'angoisse, se traîne où elle doit aboutir, et ces gens-là sont sur le chemin du bagne éternel. Comprenons comme nous devons comprendre. D'un regard tranquille et d'une âme inondée de joie, contemplons la sereine beauté du juste, son pas ferme, le ravissement de son visage tourné vers les hauteurs de Dieu.

J'ai vu les larmes de Pie IX, j'ai compté les gémissements de son cœur, j'ai entendu les accents de sa prière, quelquefois désolée. Depuis les scènes hypocrites des premières trahisons jusqu'aux catastrophes de nos jours lugubres, déterminées par tant d'autres hypocrisies, combien de mensonges, de folies perverses, d'obstinations imbéciles ont accablé cette âme loyale et tendre qui voulait détourner la foudre ! *Tota die expandi manus meas ad populum non credentem et contradicentem* ! Mais en même temps, j'ai rendu grâces à Dieu des consolations de cette grande vie et de ce grand règne, consacrés au vrai combat, remplis des vrais triomphes de la foi, de la justice, de la charité et de l'honneur. Pie IX a régné vingt-cinq ans, toujours fidèle à Dieu et aux hommes. Il a élevé le dogme de l'Immaculée Conception ; il a bâti autour de l'Eglise, autour du monde chrétien, autour de l'âme humaine, le rempart de l'infaillibilité ; il a condamné toute l'erreur moderne et il l'a condamnée à jamais ; il a jeté le grain de senevé dans tous les lointains et dans tous les inconnus de la terre ; il a contraint, à l'amour de sa personne et au respect de sa fonction ce peuple du monde mécréant et contredisant, il l'a mis en état de connaître qu'il devra croire et cesser de contredire pour continuer d'exister.

Durant vingt-cinq ans, Pie IX a donc fait ces choses, il les a connues, il a su que ses œuvres étaient bonnes, son cœur a savouré ces incomparables délices de faire la volonté de Dieu ; et par lui, la grandeur est restée sur la terre.

Et durant vingt-cinq ans aussi, ceux qui n'ont pas refusé le présent de Dieu et qui ont accepté le guide qu'il leur donnait, les regards fixés sur Pie IX, et le cœur obéissant, ont eu, grâce à lui, la joie d'aimer, d'admirer, d'espérer, et déjà, des yeux de leur corps, ils ont vu Dieu vainqueur.

LOUIS VEUILLOT

ASSEMBLÉE NATIONALE

Présidence de M. JULES GRÉVY.

Suite de la séance du 14 juin 1871.

Le général Trochu continuant :

Cette fois encore, l'ennemi ne nous opposa que son artillerie, et le soir de cette journée [illegible] l'ennemi et où nous eûmes à lutter contre un froid glacial, je constatai dans les tranchées 900 cas de congélation. C'était plus que ne pouvaient en supporter nos soldats improvisés. Le 30, commença le bombardement, qui, contrairement aux usages de la guerre, ne fut pas annoncé et qui frappa, surtout la nuit, nos hôpitaux, nos ambulances et nos asiles. Devant cet acte absolument imprévu, la population de Paris, loin de se troubler, s'indigna et son énergie s'accrut encore. Mais cependant, notre situation s'était aggravée considérablement. Les vivres devenaient de plus en plus rares ; et j'ai vu 20,000 de nos jeunes soldats succomber à l'anémie.

On a parlé des souffrances de la classe pauvre de la population de Paris, qui pourtant était dans une situation relativement moins défavorable. Mais d'autres ont été les véritables héros du siége, car ceux-là ont souffert sans compensation. Le général Ducrot me dit alors que nous n'avions plus qu'à rester sur la défensive jusqu'au moment où nous aurions mangé notre dernier morceau de pain. Mais je pensai qu'il ne fallait pas manger ce dernier morceau de pain sans tenter un dernier effort, l'effort du désespoir. Je réunis donc nos officiers généraux et leur proposai une attaque hardie et aventureuse par Châtillon, avec Versailles pour objectif ultérieur. Je recueillis les avis de tous, et à l'unanimité, ils me proposèrent d'attaquer Versailles par le Mont-Valérien.

Telle est l'origine de la bataille de Buzenval, où j'appelai la garde nationale de Paris qui, je dois le dire, déploya en cette circonstance une bravoure incomparable. Mais le courage ne suffit pas et c'est là ce que la garde nationale de Paris n'a pas su juger. Dans son inexpérience, elle arrivait sur le champ de bataille avec un excès de bagages et d'impedimenta, et elle manquait aussi d'esprit d'ensemble. Le soir, quand je vis notre aile gauche plier, je fis porter sur le plateau un bataillon de la Vendée, accompagné de gardes nationaux. Là, les gardes nationaux ne surent plus distinguer où était l'ennemi et tirèrent sur nous-mêmes. Voilà le danger des troupes qui manquent d'organisation hiérarchique et régulière.

C'est pourquoi j'ai résisté à ramener devant l'ennemi ces masses armées dont la petite éducation avait produit les effets que je viens de vous dire. (Mouvement.)

La population, la presse, la garde nationale, le gouvernement se prononcèrent contre moi d'une manière définitive. L'idée qui prévalait s'appuyait sur le succès de Coulmiers. Je reçus des députations de gardes nationaux qui me proposèrent de faire sortir des masses, même non armées, enfin de livrer une bataille *torrentielle*. (Agitation mêlée de rires.) Et cette adresse de gardes nationaux était faite dans de bons sentiments. (Hilarité.) Le gouvernement, à des degrés divers, y était tout entier. J'étais pressé partout de livrer la bataille définitive. Je déclarai qu'il y avait là un crime militaire à commettre, et je ne voulus pas le commettre. Alors arriva que de toutes parts on cria contre le général en chef, et l'on cherchait un général en chef qui voulût bien livrer la grande bataille définitive. On chercha un homme hardi pour cette grande espérance. On ne trouva même pas un chef de bataillon. Mais l'autorité du général en chef était perdue.

Les maires de Paris et M. Vacherot avaient, je crois, la parole ; les maires de Paris me dirent, et je reconnus avec eux que ma situation n'était plus possible. Je répondis que je ne donnerais jamais ma démission. Mais j'ajoutai en m'adressant au gouvernement : Vous êtes le gouvernement ; vous avez le droit de me destituer. On me destitua. On n'a pas manqué de dire que c'était chose arrangée.

J'avais dit auparavant que le gouverneur de Paris ne capitulerait pas, et l'on m'a reproché cette parole. Le gouvernement savait bien que je répondais aux hommes des émeutes, auxquels il ne fallait donner aucun prétexte d'agitation. On me destitua, et peut-être, après cinq mois de martyre, je méritais de mieux finir. Quand je disais que le gouverneur de Paris ne capitulerait pas, devant aucun effort de l'ennemi, mais je ne voulais pas dire que je ne capitulerais pas devant la famine d'une ville de deux millions d'hommes. (Très-bien ! très-bien !) Il faut d'ailleurs bien le reconnaître : M. de Bismarck comptait sur la famine, comme il comptait sur des mouvements populaires et révolutionnaires. C'était là notre plus grand péril.

Pour empêcher les mouvements populaires de se produire, il n'y a que la force ou l'effet moral produit par l'attitude qui impose. On nous reproche d'avoir laissé à la portion exaltée de la population de Paris une foule de libertés et de licences.

Or, l'existence de la garnison était absorbée à Paris par l'existence de la population. Nous n'avions plus d'ailleurs à Paris aucune armée pour donner sanction à notre droit. Mais j'avais une autre raison : Paris, privé tout à coup de sa vie intérieure, c'était la mort. Je pensai donc qu'il convenait de laisser à Paris sa vie intérieure dans ses divers courants, ce qui nous a donné un calme relatif de quatre mois.

Ce fut là un grand effet moral dont je m'honore, mais dont je ne conseillerai à aucun gouverneur de place hors de Paris d'en faire usage. Bref, j'évitai ainsi ce que vous n'avez pu éviter au 18 mars.

Tel a est, messieurs, la politique du siége de Paris. Sans nous battre entre nous, on respectait assez le pouvoir, que chaque jour on voyait à l'œuvre, pour le maintenir debout et ne pas le renverser.

Le général Trochu continue : Je termine en disant : le second siége de Paris est la justification et l'explication du premier siége.

Le général Trochu parle ensuite des forces de la garde nationale. Il y avait d'abord 60 bataillons, 40 à 45,000 hommes animés du meilleur esprit ; c'était la garde nationale qui fonctionnait du temps de l'Empire. Les 60 bataillons furent portés à 250 bataillons ; mais il n'y avait plus de police bien certaine. On distribua des armes à tout le monde sans s'occuper à qui on les donnait. Les municipalités ne pouvaient avoir de contrôle et plus d'une n'était pas de complicité avec le gouvernement. Il y avait ainsi dans la garde nationale environ 25,000 repris de justice, ou l'équivalent dans l'ordre moral, et 6,000 sectaires capables de tout contre l'ordre social. Les mauvaises passions étaient donc en minorité dans la garde nationale. Mais l'absence de toute discipline, l'abandon de tout travail régulier, car on ne vivait plus que de la paie du soldat, l'ivrognerie qui devint une trop grande habitude, des sorties sans ordre et sans contrôle dans la banlieue où étaient des maisons abandonnées, toutes ces causes arrivèrent à produire les plus grands désordres.

Cependant, on fit les plus grands efforts pour donner une organisation à la garde nationale. On y parvint peu à peu, et parmi les excellents organisateurs, je place, entouré de son auréole de martyr, le général Clément Thomas.

A la fin de novembre, l'éducation de la garde nationale paraissait suffisante. On introduisit quelques bataillons dans les tranchées, et le commandement militaire, pour encourager la garde nationale, prodigua un peu trop les ordres du jour élogieux. L'orgueil se glissa dans la garde nationale. Et cet orgueil qui criait : à Berlin ! comme s'il suffisait de crier à Berlin pour y entrer, entra trop profondément dans la garde nationale. On alla jusqu'à dire que la ligne n'était bonne qu'à crier : Vive la paix ! Il est vrai que comme correctif, on ajoutait que l'esprit de l'armée était le fait de ses généraux. L'orgueil contribua beaucoup trop à l'indiscipline, à la désorganisation dans la garde nationale et dans quelques portions de l'armée. La vérité, je vous la dis. L'orgueil de la garde nationale a été une des grandes causes de faiblesse (Mouvements divers.) Vous avez vu le képi de M. Victor Hugo qui symbolisait cette situation. (Rire général.)

De son côté, M. Louis Blanc, à Bordeaux, vous a dit qu'il parlait de Paris bien plus en membre de la garde nationale qu'en membre de l'Assemblée. (Interruption à gauche. — Rumeurs à droite.) Je n'ai rien dit qui put porter atteinte à la dignité de M. Louis Blanc. Mais je dois constater qu'à Paris, pendant le siége, il a mis le gouvernement de Paris sur une sellette bien autrement difficile. Je vous ai parlé des sections. Ce furent elles qui, au nombre de 1,200 à 1,300 seulement, firent le 31 octobre.

Le 31 octobre, alors que j'étais encore entre leurs mains, je fus frappé de voir que tous ces hommes étaient armés de la carabine perfectionnée Remington. J'en fus surpris, et je leur demandai où ils avaient trouvé ces armes. Je me reprochai, depuis, de n'avoir pas fait arrêter immédiatement les chefs de ce mouvement coupable, à l'Hôtel-de-Ville ; alors que plusieurs d'entre nous avaient échappé aux sectaires, d'autres étaient restés entre leurs mains.

Lorsque la garde nationale vint les délivrer et les dégager, le général Le Flô vint, avec son énergie traditionnelle, lui dire : « Attendez ! le moment n'est pas encore venu. » Ce fut le salut, car on évita mort d'homme. Dans la nuit qui suivit, on aurait pu arrêter tous les chefs. Le lendemain, ils furent décrétés d'accusation. Sept furent effectivement arrêtés ; mais les autres, réfugiés dans les quartiers démagogiques, échappèrent à toutes les recherches.

D'ailleurs, vous savez que la sanction de la force nous manquant, les sectaires avaient un mot d'ordre de l'extérieur. Ils devaient prêcher la haine violente contre les Prussiens et la guerre à outrance, mais la devait se borner leur activité. Ils ne devaient pas combattre.

Ils devaient réunir des armes, des munitions, mais ne devaient pas combattre. C'est à partir de cette découverte que le général Clément Thomas signalait ces sectaires au déshonneur public, comme venant ivres dans les rangs et ne marchant jamais au combat. Et, j'en suis certain, le général Clément Thomas a été assassiné par les sectaires enivrés de vengeance. (Mouvements divers.)

J'ai terminé l'exposé que j'avais à vous faire. Je l'ai fait sans aucune passion, avec la plus entière sincérité, avec la plus entière impartialité. — Les amertumes que j'ai éprouvées durant le siége, je les ai fait oublier ; et vous-mêmes, en m'accueillant avec tant de bienveillance, vous ferez tout oublier. (Très-bien !)

Je termine par ces conclusions :

Messieurs, une armée qui passait pour la plus puissante du monde, qui se croyait, en effet, la plus puissante du monde, qui, seule, avait fait, depuis quarante ans, la guerre sur terre et sur mer, qui était entretenue par le plus riche budget, qui était commandée par des officiers connus, quelques-uns illustres, qui était pourvue d'un matériel de guerre, que l'on considérait comme la dernière expression de l'art militaire, cette armée a été, non pas désorganisée, non pas détruite, mais elle a été enlevée ; son entourage, ses généraux, ses soldats, ont été conduits en Prusse. C'est un désastre dont on ne trouve l'équivalent nulle part dans l'histoire du monde. Trois semaines ont suffi à accomplir ce désastre. Dans deux heures, a été formé un gouvernement improvisé, des officiers improvisés, des généraux, sortis en grand nombre de la retraite ou de positions civiles.

Un effort a eu lieu ; cet effort a tenu, non pas en échec mais en respect, une armée ennemie de 600.000 hommes et montant ensuite au chiffre de plus d'un million, une armée qui était entraînée par la confiance et par le prestige que lui donnait sa victoire. Cet effort dura cinq mois.

Des officines de publicité très-puissantes à Bruxelles, à Londres, à Paris, ont fait accepter que le premier fait, c'est-à-dire le fait de nos désastres, était le résultat d'une fatalité accompagnée d'imprévoyance.

Quant au deuxième fait, le gouvernement de la défense nationale, cette résistance était l'origine de toutes les fautes, de toutes les responsabilités. Cela n'est pas exact. Je crois encore moins que cela soit juste. Les hommes et les choses du 4 septembre n'ont pas été la cause première de tous nos malheurs ; ces malheurs, ces désastres, ne sont que la résultante obligée, inévitable de Wissembourg, de Strasbourg et de Metz. (Très-bien ! très-bien ! sur un grand nombre de bancs.)

On fait tout remonter à la date du 4 septembre. Il n'y a qu'une date qui doit rester dans l'exécration publique : c'est la déclaration de guerre (approbation), d'une guerre faite dans l'orgueil, sans préparation et sans alliance. (Applaudissements et agitation prolongée.)

M. LOUIS BLANC déclare qu'il n'a pas interrompu le général Trochu, comme celui-ci a paru le croire. Mais il a demandé la parole pour établir avec une clarté absolue qu'il n'a jamais rien fait qui pût créer des embarras au gouvernement de la défense nationale. Une assertion contraire, dit l'orateur, serait une calomnie contre laquelle protestent les 213,000 voix qui m'ont envoyé à la Chambre. Le 31 octobre, j'ai reçu plusieurs députations qui m'ont adjuré de me mettre à la tête du mouvement. Je leur ai répondu qu'ils feraient une mauvaise action et qu'ils ne se conduiraient pas en bons citoyens, s'ils cherchaient à renverser le gouvernement.

M. E. ARAGO. — C'est parfaitement vrai !

M. LOUIS BLANC. — Je mets au défi quiconque de prouver le contraire. Et maintenant, si le fait d'avoir rempli modestement mon devoir dans les rangs de la garde nationale peut prêter à des railleries et à des insultes, je ne dirai à cela qu'une chose : tant pis pour les railleurs et les insulteurs. (Vifs applaudissements à gauche).

Le général TROCHU. — A Dieu ne plaise que j'aie voulu traiter M. Louis Blanc comme un sectaire ou un ennemi du gouvernement de la défense nationale. M. Louis Blanc a été, je crois, très-sympathique à ce gouvernement. A un moment donné, lorsqu'il s'est produit dans la garde nationale ce mouvement d'esprit dont j'ai parlé, je crois que M. M. Louis Blanc a pris part lui-même à